

L'huile de palme « durable » n'existe pas

11 juillet 2018 / [Amélie Beaucour \(Reporterre\)](#)



En autorisant Total à importer massivement de l'huile de palme pour sa raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône), Nicolas Hulot a relancé le débat sur les problèmes environnementaux et sociaux causés par la culture intensive du palmier à huile. L'huile de palme durable existe-t-elle ? Peut-on s'en passer ?

Les plantations de palmier à huile dévastent la biodiversité et des vies humaines dans les pays tropicaux. Le consommateur conscient de ce fait peut vouloir trouver l'alternative à l'huile de palme et à ses multiples dérivés. Pourtant, s'en passer relève du parcours du combattant. Pâtes à tartiner, biscuits, plats préparés, liquides vaisselle, shampoings, dentifrices... plus de la moitié des produits vendus en supermarché en contient, [selon Amnesty International](#).

Le consommateur peut alors se laisser tenter par le logo promettant une huile de palme responsable ou « *zéro déforestation* » fleurissant les emballages de produits toujours plus nombreux. Suffirait-il alors de consommer des produits utilisant de l'huile responsable pour mettre fin aux conséquences néfastes de sa production ? Non, selon Christian Berdot, qui dénonce ces « *outils mis en place par les industriels pour les industriels* ». Ce militant des Amis de la Terre ne croit pas à ce système de certification, aux raisons d'être davantage marketing qu'écologiques. « *Le principal problème est la surconsommation d'huile de palme. Or, plutôt que de réduire notre consommation, la certification accompagne la croissance de nos importations* », résume-t-il. Rassuré par un logo qui « *garantit* » une huile de palme durable, le consommateur se déculpabilise et continue à acheter.

Effectivement, le problème de ces certifications est qu'elles ne certifient pas grand-chose. Selon un rapport de la fondation Changing Markets [publié en mai dernier](#), aucune des certifications en vigueur aujourd'hui n'a réussi à enrayer la déforestation, le drainage des tourbières ou la perte de la biodiversité. Pourquoi ? Parce que les critères pour obtenir le droit de les apposer sur les emballages sont très flous et peu contraignants.

« Une chaîne d'approvisionnement toujours plus longue et toujours plus complexe »

Prenons l'exemple de la certification RSPO (pour Roundtable On Sustainable Palm Oil ou « *table ronde pour une huile de palme durable* », en français). Elle couvre 19 % de la

production mondiale d'huile de palme, ce qui en fait la référence en la matière. Elle propose trois « *niveaux de certification* » en fonction du niveau d'engagement de l'entreprise. *RSPO Segregated*, le régime le plus avancé, affirme garantir une huile de palme qui respecte 100 % du cahier des charges de la table ronde — reste, on va le voir, à savoir de quelles charges on parle. À un niveau inférieur, *RSPO Mass Balance* — le système hybride — indique qu'une partie de l'huile de palme utilisée respecte les critères, mais que l'autre non. Enfin, *Green Palm*, le niveau le plus faible, atteste simplement que l'entreprise a versé une somme à la table ronde pour soutenir ses actions. En aucun cas elle n'engage des efforts sur sa propre huile de palme. Une entreprise peut donc impunément utiliser de l'huile de palme « *sale* » tout en apposant un logo « *vert* ».

Au-delà de ces facilités d'obtention, le problème réside également dans les critères à remplir pour certifier qu'une huile est, ou non, durable. « *Tout dépend de ce que vous mettez derrière le mot “durable”* », dit Cécile Leuba, chargée de campagne Forêt chez Greenpeace. *Tous les acteurs de la profession n'en ont pas la même définition.* » Pas d'arbre abattu pour étendre les surfaces cultivées, des espaces de vie préservés, des plantations entretenues sans produit chimique, de bonnes conditions de travail, un salaire décent... Chaque entité est libre d'interpréter ces paramètres comme elle l'entend. Ainsi, une politique « *zéro déforestation* » peut très bien ne prendre en compte que les forêts primaires et exclure les forêts secondaires. En d'autres termes, une entreprise qui indique ne pas participer à la déforestation peut tout à fait continuer à abattre des arbres.



De l'huile de palme utilisée pour la cuisson, au Ghana.

Comment s'y retrouver lorsque les acteurs ne parviennent même pas à s'accorder sur la définition d'une forêt ? En 2016, plusieurs ONG, à l'instar de Greenpeace et The Forest Trust (TFT), se sont assises à la table des négociations pour établir une méthode scientifique de référence : l'approche **High Carbon Stock (HCS)**. Elle permet d'identifier les forêts à préserver de la culture du palmier à huile. Dorénavant, si aucune mention n'est faite de cette exigence HCS dans le cahier des charges d'une politique « *palme durable* », elle n'est pas reconnue par les ONG signataires. Cependant, cette méthode est très peu utilisée par les entreprises.

Et, au total, « *aucune entreprise aujourd'hui n'est en mesure de garantir que son huile de palme est durable* », déplore Cécile Leuba. Comment l'expliquer ? « *Sans doute un manque de volonté, mais aussi des difficultés à remonter une chaîne d'approvisionnement toujours plus longue et toujours plus complexe* », suggère-t-elle.

La première étape pour se passer d'huile de palme : supprimer

les plats transformés

Comment faire, alors ? Christian Berdot refuse de croire qu'une huile de palme durable est impossible à produire. « *Elle a déjà existé, cette huile de palme durable. Pendant des milliers d'années, elle a été la base de l'alimentation des peuples qui la cultivaient à leur échelle, notamment sur le continent africain.* » Elle fait également vivre une part non négligeable des populations malaisiennes et indonésiennes. Selon Greenpeace, il faudrait déjà commencer par produire sur des terres déjà dégradées et non défricher de nouvelles surfaces. Un argument qui a déjà été mis sur la table mais qui ne semble pas avoir été pris en compte par les producteurs.

En attendant, les Amis de Terre suggèrent de travailler sur la demande en huile de palme. « *C'est cette demande croissante qui entraîne toute cette production industrielle dévastatrice* », explique Christian Berdot.

S'il est difficile de s'en passer, un enseignant de 33 ans a toutefois **prouvé que c'était possible**. Pendant un an, Adrien Gontier n'a pas consommé une seule goutte d'huile de palme (**ou presque**). Selon lui, la première étape est de supprimer les plats transformés. Ce geste ferait automatiquement chuter la consommation d'huile de palme de... 90 %. Mais, « *même en essayant de réduire sa consommation dans les produits alimentaires ou d'entretien, l'huile de palme dans les carburants (gasoil) nous est imposée* », déplore-t-il.

Coincé, le consommateur va uniquement agir sur la réduction de sa consommation. Mais elle n'est pas le seul levier disponible. « *Il n'y a pas que la consommation qui a un impact, conclut-il. Il nous faut aussi alerter nos députés français et européens, écrire aux entreprises pour leur expliquer pourquoi nous n'achetons plus leurs produits. Les actions sont multiples et chacun, chacune peut agir selon sa motivation.* »

Lire aussi : [La FNSEA coincée entre l'huile de palme et le carburant au colza](#)

Source : Amélie Beaucour pour *Reporterre*

Photos :

. chapô : une monoculture de palmiers à huile dans l'État malaisien du Sabah, dans le nord de l'île de Bornéo. [Wikimedia](#) (T. R. Shankar Raman/CC BY-SA 4.0)

. cuisson : [Wikimedia](#) (DromoTetteh/CC BY-SA 4.0)

- Emplacement : [Accueil](#) > [Info](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/L-huile-de-palme-durable-n-existe-pas>